

Recherches sociographiques



Co-Intégration et reproduction de la société rurale. Pour un modèle saguenayen de la marginalité

Gérard Bouchard

Volume 29, numéro 2-3, 1988

Le monde rural

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056370ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056370ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bouchard, G. (1988). Co-Intégration et reproduction de la société rurale. Pour un modèle saguenayen de la marginalité. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 283-310. <https://doi.org/10.7202/056370ar>

Résumé de l'article

Cet article a été rédigé dans le cadre d'une enquête sur les structures et l'évolution de l'économie et de la société rurale saguenéenne depuis le milieu du 19^e siècle. ' Plus précisément, l'objectif général de nos travaux est de faire ressortir les traits sociaux, économiques et culturels qui apparaissent dans un contexte de peuplement caractérisé par l'éloignement, la marginalité et des difficultés de développement.² Traitant de l'économie rurale entre 1840 et 1930, nous soumettons ici un modèle qui voudrait rendre compte de la situation de l'agriculture saguenéenne et de ses rapports avec l'économie extrarégionale, notamment avec l'industrie forestière. Seront donc visées les économies mixtes qui caractérisent les sociétés dites marginales, Essentiellement, nous suggérons que l'étude de l'économie agraire et des rapports qu'elle entretient avec le capitalisme extrarégional (ou avec des activités économiques dites externes) doit absolument tenir compte de la dynamique sociale qui est propre à la collectivité rurale, et du développement de l'économie urbaine et industrielle.

CO-INTÉGRATION ET REPRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ RURALE. POUR UN MODÈLE SAGUENAYEN DE LA MARGINALITÉ

Cet article a été rédigé dans le cadre d'une enquête sur les structures et l'évolution de l'économie et de la société rurale saguenayenne depuis le milieu du 19^e siècle.¹ Plus précisément, l'objectif général de nos travaux est de faire ressortir les traits sociaux, économiques et culturels qui apparaissent dans un contexte de peuplement caractérisé par l'éloignement, la marginalité et des difficultés de développement.² Traitant de l'économie rurale entre 1840 et 1930, nous soumettons ici un modèle qui voudrait rendre compte de la situation de l'agriculture saguenayenne et de ses rapports avec l'économie extrarégionale, notamment avec l'industrie forestière. Seront donc visées les économies mixtes qui caractérisent les sociétés dites marginales. Essentiellement, nous suggérons que l'étude de l'économie agraire et des rapports qu'elle entretient avec le capitalisme extrarégional (ou avec des activités économiques dites externes) doit absolument tenir compte de la dynamique sociale qui est propre à la collectivité rurale, et du développement de l'économie urbaine et industrielle.

I. DE LA MARGINALITÉ À LA CO-INTÉGRATION

Le problème ainsi posé prend une importance particulière dans le contexte québécois, canadien et même nord-américain, dans la mesure où ces espaces ont été occupés à des époques relativement récentes, soit du 17^e au 20^e siècle.³ Mais il ne s'y confine pas. D'une façon générale, il englobe toutes les économies locales

1. Ces recherches sont financées par le Fonds F.C.A.R. (Québec), par le Conseil de recherches en sciences humaines (Ottawa) et par l'Université du Québec à Chicoutimi. L'auteur remercie Danielle Gauvreau, Béatrice Craig, Christian Pouyez, Marc Saint-Hilaire et Jean-François Moreau, qui ont lu et commenté les versions antérieures de ce texte.

2. Voir, entre autres : G. BOUCHARD (1977a, 1977b, 1983, 1985, 1986), G. BOUCHARD et R. THIBEAULT (1985), C. POUYEZ, Y. LAVOIE, G. BOUCHARD, R. ROY *et al.* (1983).

3. Rappelons qu'en de nombreux endroits, au Québec notamment, la colonisation s'est poursuivie jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, étant stimulée par les effets de la Crise de 1930.

ou régionales qui, pour diverses raisons, ont raté le coche de la croissance équilibrée selon le modèle classique du capitalisme industriel.⁴ Dans des contextes très variés, ce genre d'économie s'est maintenu sans doute plus que ne le donne à croire la littérature triomphante de la révolution industrielle à l'anglaise. Au cours des dernières années, des travaux monographiques ou théoriques, comme ceux de M. MERRILL (1977), C. CLARK (1979), J.A. HENRETTA (1978), R.L. BUSHMAN (1981), J. TEPICHT (1973), J.R. LEHNING (1980) et d'autres, ont attiré l'attention sur les « marges » du capital et ont contribué à ressusciter la problématique des économies mixtes, proto-industrielles ou paysannes, dans la veine de Chayanov notamment. Pour le Québec en particulier, mentionnons entre autres les contributions de A. GREER (1985), S. COURVILLE (1986), L. DECHÊNE (1974), N. SÉGUIN (1977) et C. DESSUREAULT (1987). Dans l'ensemble, des économies à croissance lente, inégale ou nulle, sont aux prises avec des difficultés de transport, souvent imputables à l'éloignement. Elles se signalent par une diversité d'activités plus ou moins productives, sources d'un revenu médiocre et structurées la plupart du temps autour d'une exploitation agricole. La technologie y est peu développée et les produits de la terre faiblement commercialisés. Elles entretiennent néanmoins des rapports réguliers, mais d'un type particulier, avec les marchés régionaux et même extrarégionaux. Une orientation sociale commande les pratiques économiques, la famille et les solidarités qu'elle suscite représentant un lieu primordial d'appartenance et d'encadrement. Enfin, la culture s'y déploie au gré d'une dynamique locale, propice à la perpétuation de traditions et de représentations qui contrastent avec les nouveaux modèles mis en place par l'économie capitaliste (individualisme, sécularisation, désir de promotion et de changement, etc.).

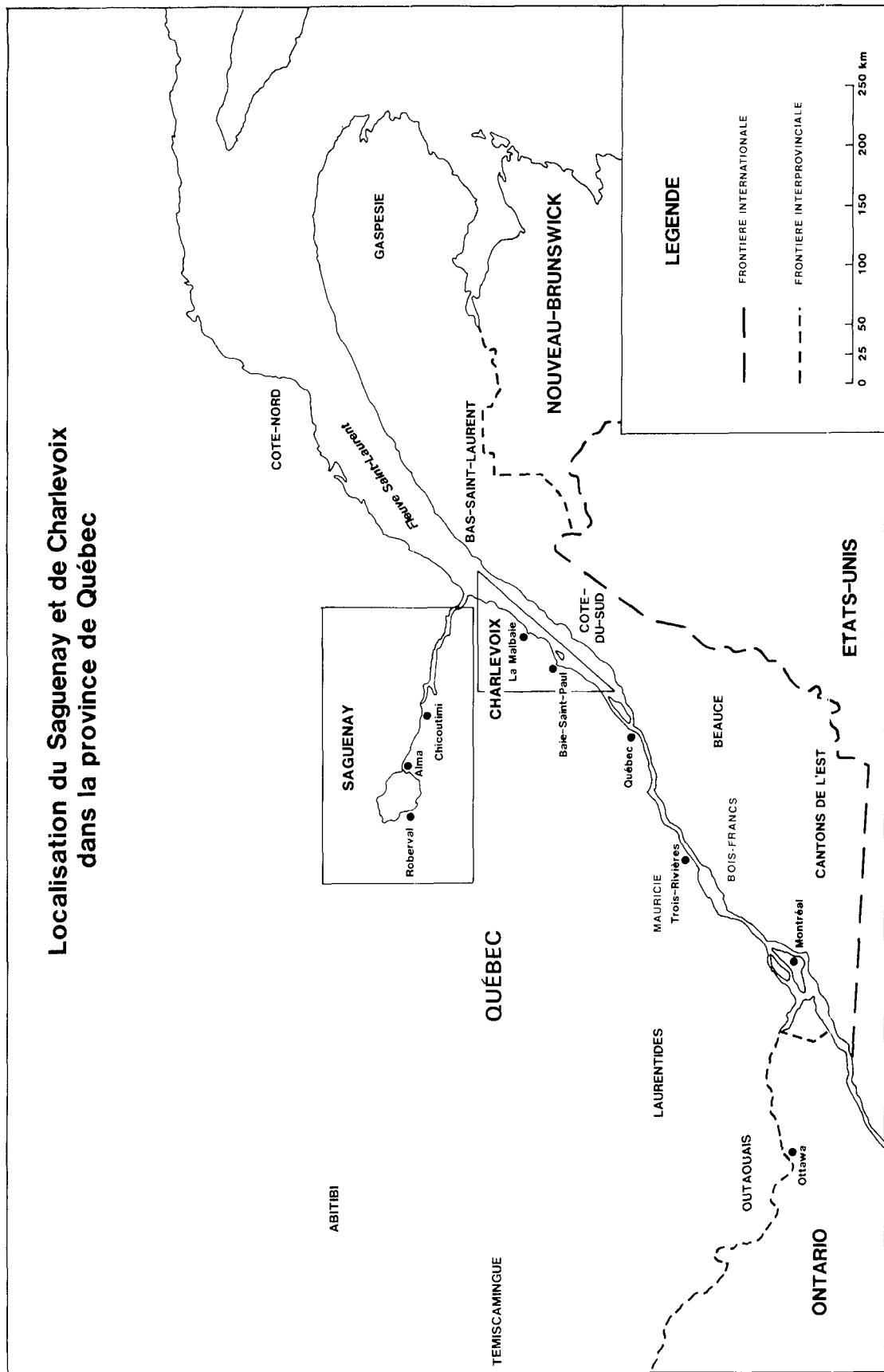
A) Paramètres de la société saguenayenne

Concernant plus particulièrement la région du Saguenay, il faut d'abord rappeler que nous avons ici affaire à une aire de peuplement récent dont la colonisation a débuté vers 1840 grâce à une immigration venue de la vallée du Saint-Laurent, et surtout de la région de Charlevoix (voir carte). Il s'agit donc, à proprement parler, d'une région périphérique dont l'économie repose largement sur l'exploitation de ressources naturelles en vue de l'exportation. Dans les campagnes, et jusqu'à la décennie 1920-1930 au moins,⁵ on observe le développement d'une économie mixte et de formes socioculturelles propres aux régions

4. Disons rapidement : celle qui, à partir d'entreprises et d'activités motrices suscitées et contrôlées de l'intérieur, étend ses effets d'entraînement sur tous les secteurs de l'économie et suscite une dynamique générale d'interaction et d'expansion continue.

5. Il faut tenir compte d'un décalage chronologique, selon les sous-régions et l'ancienneté des défrichements.

Localisation du Saguenay et de Charlevoix dans la province de Québec



marginales. Sous ce rapport, cinq facteurs paraissent avoir pesé d'une manière décisive sur l'évolution économique et sociale de ces campagnes, donnant naissance aux traits dont nous voulons ici rendre compte :

1. *L'éloignement.* La première immigration, en provenance des points les plus rapprochés de la vallée laurentienne, a dû franchir le massif des Laurentides pour atteindre le territoire actuel du Saguenay, c'est-à-dire une distance de quelque 125-150 kilomètres. Il s'est ensuite écoulé un demi-siècle avant que la nouvelle région ne soit reliée à la ville de Québec par chemin de fer, et ce n'est qu'en 1948 qu'une bonne route a été ouverte à travers les Laurentides. Durant toute cette période, la rivière Saguenay demeurait la principale voie d'accès.

2. *Un accès facile à la propriété foncière.* Malgré la qualité inégale des terres, la nouvelle région ouvrait à une immigration largement familiale des possibilités d'établissement bien supérieures à ce qu'on trouvait dans Charlevoix ou à l'intérieur des terres du Bas-Saint-Laurent. À partir d'un échantillon de familles complètes ayant marié au moins un fils au Saguenay nous avons pu établir qu'entre 1840 et 1911, les familles arrivaient à établir trois fils mariés sur quatre comme cultivateurs (G. BOUCHARD, 1987). Dans ce contexte, le nombre d'exploitants connaissait une croissance très rapide, allant d'un millier en 1861 à 4 000 en 1901, pour plafonner à 6 400 en 1941. Parallèlement, la marche du peuplement allait d'est en ouest, suivant assez fidèlement le réseau hydrographique, puis encerclait le lac Saint-Jean en prenant d'abord la direction sud-ouest (G. BOUCHARD, 1983).⁶

3. *Le vacuum institutionnel.* Par définition, la colonisation éloigne des vieilles paroisses, relativement bien organisées, et plonge le colon dans une existence pénible et incertaine. Pendant quelques décennies, la nouvelle collectivité, qui se constitue, se caractérise par une organisation sociale très sommaire qui trouve sa principale assise dans la solidarité familiale.

4. *Une croissance démographique rapide.* Entre 1861 et 1961, la population du Saguenay s'est accrue à un rythme annuel moyen de 3,3%, soit l'un des plus élevés parmi les régions du Québec. Et encore, ce chiffre ne reflète pas exactement la vigueur du mouvement naturel puisqu'il tient compte d'une dynamique migratoire presque constamment déficitaire. Pour ce qui est de la fécondité par exemple, l'indice saguenayen de fécondité légitime voisine ou excède celui des Huttérites pour la période 1852-1871,⁷ ce qui révèle des comportements de reproduction proches des limites biologiques.⁸ Par ailleurs, parmi les premières

6. Comme ailleurs au Québec, la proportion de propriétaires parmi les agriculteurs a toujours été très élevée, variant entre 90 et 95% jusqu'au milieu du 20^e siècle.

7. Il n'a pu être calculé pour les décennies suivantes, les données des recensements faisant défaut.

8. Sur ces données démographiques, voir : C. POULY, Y. LAVOIE, G. BOUCHARD, R. ROY *et al.* (1983 : chap. 6).

familles (complètes) formées au Saguenay avant 1881, on observe une moyenne de douze naissances par famille et une proportion de survivants à l'âge adulte de 76% (G. BOUCHARD et I. de POURBAIX, 1987) — ces chiffres ne valent bien sûr que pour l'échantillon en question.

5. *La faiblesse du marché.* Il n'est pas utile d'insister longuement sur l'importance du marché dans une économie en développement, principalement en contexte de colonisation. Ce point a été mis en lumière par de nombreux auteurs, parmi lesquels on peut mentionner, en s'en tenant au Saguenay et au Québec: J.E. LATTIMER (1946), G. FORTIN (1971), R.C. HARRIS (1977), R.M. MCINNIS (1982), N. SÉGUIN (1977: chap. I),⁹ S. COURVILLE (1987), etc. Or une caractéristique importante des économies considérées ici, c'est d'être privées d'un marché régional et extrarégional, ou d'y être intégrées trop faiblement — disons, encore plus exactement, d'y être intégrées selon des modalités très particulières, reliées à ce que nous appelons ici la co-intégration (Cf. *infra*).

Les cinq traits qui viennent d'être présentés — dans un ordre plus aléatoire que logique — servent de point de départ à notre analyse. Nous postulons en effet qu'ils commandent directement les formes que prendront la société et l'économie rurale au cours de leur développement.

B) *Concepts et modèles: remarques critiques*

Afin de mieux situer notre démarche, il convient d'abord de préciser quelques termes et de marquer certains désaccords.

1. *Le concept de marginalité.* Nous avons qualifié de « marginale » l'économie rurale saguenayenne avant 1930-1935. C'est un vocable que nous voudrions utiliser le moins possible. D'abord parce qu'il suggère une absence de relations entre deux ensembles qui sont en fait intégrés de plus d'une façon; ensuite parce qu'il ne dit rien du contenu, de la structure de la société ou de l'économie marginale, désignant surtout ce qu'elle n'est pas.

2. *L'économie de subsistance.* Au sens strict, et comme il a été maintes fois remarqué, le concept d'autosubsistance trouve assez peu de correspondance empirique dans la mesure où les économies agraires entretiennent presque toutes des rapports au moins épisodiques avec un marché local ou autre: on écoule le surplus des récoltes dans les bonnes années, on vend ou on s'endette pour acquérir les biens qu'on ne peut produire soi-même, on vend ses bras, sa force de travail pour occuper de petits emplois saisonniers (exemple, la proto-industrialisation), et on est presque toujours engagé dans un réseau très actif d'échange local. Mais si à peu près toutes les économies rurales entretiennent des relations

9. Aussi: N. SÉGUIN et F.-E. PETIT (1986: 259-264).

avec un marché, celles-ci peuvent prendre des formes et des orientations diverses. Il y a, par exemple, un marché de la misère : c'est le cas de l'exploitant qui doit vendre quelque chose, au prix de se priver, pour se procurer le numéraire dont il a besoin. À l'opposé, il y a le marché de l'accumulation et de la richesse : c'est la production systématique de surplus par la spécialisation et l'exploitation maximale des facteurs de production.¹⁰ Entre les deux, il semble exister un assez large éventail de formes hybrides. Ce qu'il faut dès lors identifier, ce sont les circonstances qui déterminent le mode particulier d'intégration au marché.

3. *Le modèle de l'économie paysanne.* Concrètement, les zones d'agriculture marginale se caractérisent en général par une prédominance de la famille comme lieu d'encadrement social. On parle alors souvent d'économie familiale ou paysanne, en se référant à Chayanov, pour désigner l'association étroite entre l'exploitation agraire, la famille et le ménage comme unité de production et de consommation. Mais, surtout par abus de langage, on a souvent tendance ici à s'éloigner du modèle spécifique proposé par l'économiste russe, ce qui fait que le même concept en vient à désigner des réalités différentes, hormis certains traits généraux.

4. *Les théories de la dualité.* Par ailleurs, l'analyse des marginalités fait apparaître d'un côté une économie locale qualifiée souvent de traditionnelle et de l'autre une économie extrarégionale dite moderne, développée, capitaliste ou métropolitaine. L'explication de cette dualité a donné lieu à deux séries d'interprétations divergentes, l'une libérale (W.A. LEWIS, 1954, 1969), l'autre d'inspiration marxiste (entre autres : A. GUNDERFRANK, 1969 ; S. AMIN, 1973). Il n'est pas question de faire ici le point sur ce dossier ; constatons simplement que les théories libérales ont perdu de nombreux appuis dans la communauté scientifique depuis quelques années¹¹ et que, dans un très grand nombre de cas, les théories de l'avancement du sous-développement semblent proposer des modèles d'explication beaucoup plus cohérents. C'est dans ce cadre, du reste, que nous inscrivons notre analyse. Ceci dit, l'application de ces derniers modèles, en particulier à des régions comme le Saguenay, ne va pas sans quelques difficultés. Nous en mentionnons trois.

a) L'action du capital métropolitain dans une économie marginalisée n'entraîne pas nécessairement une alliance, une coalition avec les élites locales. On peut y observer au contraire des rapports conflictuels pour autant que le capital présente des stades ou des formes inégales de développement — par exemple, monopoliste c. concurrentiel — selon les régions.¹²

10. Voir sur ce sujet une très belle étude de M. AYMARD (1983). Également, les ouvrages classiques de J. TEPICHT (1973) et de W. KUJA (1970).

11. Voir, par exemple, les critiques formulées par : P.T. BAUER (1956) et par W. KUJA (1970 : chap. II).

12. Voir, à ce propos : J.-L. KLEIN (1985) et G. BOUCHARD (1977a).

b) Pour rendre compte de l'évolution de l'économie agricole en tant que dominée par l'industrie du bois, il ne suffit pas de la mettre en rapport avec le travail forestier. Ce cadre paraît trop restreint dans la mesure où le sort de l'agriculture dépend aussi du marché urbain régional et d'un éventail assez large d'activités subsidiaires qui s'ajoutent au travail en forêt. Pour cette raison, il est nécessaire d'intégrer à l'analyse l'impact de la grande industrie en général sur le développement des villes régionales de même que le réseau d'activités non agricoles sur lesquelles s'appuyaient les exploitants.¹³ Nous y reviendrons.

c) La troisième difficulté mérite d'être considérée de plus près, étant donné la question examinée ici. D'une façon générale, on peut reprocher aux théories marxisantes du sous-développement de ne pas accorder assez de place aux dynamismes internes de la société dominée. Celle-ci est présentée comme passive, asservie par l'économie dominante et déstructurée par son action, comme si la mise en dépendance modelait toute son évolution. Par exemple, dans les écrits précités, l'agriculture paraît commandée par l'activité forestière qui dicterait le rythme de ses travaux, la direction de son expansion spatiale et son niveau de développement. Il nous semble pourtant que la collectivité locale est animée d'une dynamique et de finalités sociales qui lui sont propres, et que l'analyse de cette dynamique et de ces finalités est indispensable si l'on veut rendre compte de l'économie rurale. En d'autres mots, la reconstitution du système social, de l'intérieur, éclaire la rationalité économique qui en dérive, et permet de mieux comprendre son évolution.

C) *La co-intégration*

Allant plus loin, nous suggérons que, tout en étant largement mise à profit par les industries non agricoles, la société rurale, de son côté, utilise ces dernières à ses propres fins, en accord avec sa culture, ses traditions sociales et ses ressorts internes, pour préserver ses équilibres, assurer sa reproduction et son expansion spatiale. En fait, on est en présence de deux systèmes, de deux dynamiques de reproduction et d'intégration collective, en interaction : l'un opère à l'échelle locale (paroisse, sous-région, région), l'autre, à l'échelle extrarégionale, et chacun se structure à l'aide de l'autre. D'où le concept de co-intégration, de société ou d'économies co-intégrées, pour rendre compte de cette agriculture marginale, à la fois repliée sur elle-même et reliée au marché, autonome et dépendante. Cette logique de la réciprocité ou de l'interdépendance n'implique cependant pas égalité. Vue de l'extérieur, elle peut faire place, au contraire, à des

13. Nous nous éloignons donc ici des positions identifiées à R. BLANCHARD (1935), A. DUBUC (1973) et N. SÉGUIN (1977 : chap. I; 1976).

rapports d'exploitation et de domination en faveur de l'économie extrarégionale. Mais vue de l'intérieur, elle peut être synonyme de fonctionnalité, dans la mesure où elle aide la société rurale à se perpétuer selon ses propres structures.

On pourrait donner de nombreux exemples montrant que des pratiques et des institutions dites traditionnelles ou marginales se perpétuent et même s'étendent grâce aux institutions dites modernes ou développées, celles-ci utilisant les autres de la même façon, en relative harmonie « structurelle » : ce sont des agriculteurs-commerçants qui emploient le revenu de leurs entreprises pour consolider de vieux genres de vie, maintenir des niveaux de fécondité quasi naturelle, acheter des terres de colonisation pour y établir leurs enfants ; ce sont des travailleurs industriels relativement bien rémunérés qui perpétuent dans un cadre urbain des pratiques communautaires et des formes culturelles en rupture avec la société urbaine ; ce sont des industries textiles ou autres qui transportent et mettent à profit les solidarités de la famille patriarcale dans le mode de division et d'organisation du travail, etc.¹⁴ Pour s'en tenir à la société rurale québécoise, l'illustration la plus récente de ce modèle de co-intégration a été donnée par A. GREER (1985) dans son étude sur trois paroisses du Richelieu entre 1740 et 1840. Il montre en effet que la famille paysanne sait profiter du marché sans s'y fondre, que le commerce du blé, en particulier, lui sert d'appui, mais n'entraîne pas réellement avant le début du 19^e siècle une réforme de l'économie agraire.

Il nous faut donc montrer comment, dans le cas précis du Saguenay, la co-intégration procédait d'un projet social dans des familles terriennes et comment ce projet social inspirait les stratégies économiques des agriculteurs. Du même coup, nous espérons jeter un éclairage sur les problèmes de développement de cette économie rurale et sur ses rapports avec l'économie extrarégionale, notamment l'industrie forestière.

II. DYNAMIQUE ET REPRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ RURALE

Nous avons soumis ailleurs (G. BOUCHARD, 1977a : 21-22, sq.) l'idée que le capital extrarégional ne déstructure pas nécessairement la société urbaine au Saguenay. Nous pensons qu'il en va de même avec la société rurale. On y observe en effet un système de reproduction sociale modelé par le contexte de colonisation (voir les traits mentionnés au début de cet article), qui se traduit par une expansion spatiale étalée sur un siècle environ et qui est commandée par les impératifs de l'exploitation et de la solidarité familiale, l'idéal de l'exploitant étant d'établir ses enfants sur des terres, à proximité. Les caractéristiques de ce système ont été présentées dans d'autres articles (G. BOUCHARD, 1983, 1986,

14. Sur ce sujet, voir : J.-P. CHALINE (1987), G. DALLAS (1982), J.E. SMITH (1985), R.A. WAGNER (1982), G. BOUCHARD (1986), G. CROSS et P.R. SHERGOLD (1986).

1987; G. BOUCHARD et J. LAROCHE, 1987); il suffira ici d'en rappeler l'essentiel.

Il est permis d'affirmer que, du point de vue de la vie collective, la colonisation s'accompagne d'une sorte de régression. Tant les techniques agraires que les genres de vie, les relations sociales ou les pratiques coutumières prennent des formes primaires que privilégie une désinstitutionnalisation générale. Au Saguenay, il faut compter en effet quelques décennies avant de voir réapparaître une organisation sociale comparable à celle des vieilles paroisses du Saint-Laurent. Comme on sait, les solidarités primaires appuyées sur la famille et les relations de voisinage vont jouer, dans ce contexte, un rôle prédominant : on va chercher dans l'entraide et l'échange local les services et les biens que les supports publics (ou la société « globale ») ne dispensent plus.¹⁵ À ce propos, nous avons proposé le concept de dynamique communautaire pour rendre compte du système social et culturel qui se met en place dans une société marginale, en contexte de co-intégration (G. BOUCHARD, 1986). Le trait le plus important de ce système est sans aucun doute l'objectif d'autonomie visé par la famille, et l'ensemble des normes, des relations sociales et des stratégies de reproduction que cet objectif va commander.¹⁶

Ce trait s'exprime d'abord dans le système de transmission des avoirs familiaux. En contexte de colonisation et de croissance démographique rapide, la contradiction qui survient à chaque génération (comment pourvoir à plusieurs établissements à partir d'un seul ?) est résolue par une expansion physique de la société rurale selon un modèle qui rappelle un peu les très vieux écosystèmes caractéristiques des populations préhistoriques. Dans le cours et au terme de leur vie active, plutôt que de préserver leurs acquis fonciers en les transmettant à un seul descendant, les parents vont en général privilégier la solidarité du groupe familial et poursuivre un objectif de partage, essayant d'établir un maximum d'enfants sur des terres. Les stratégies élaborées à cette fin vont souvent entraîner des migrations de type familial, le « vieux bien » étant alors liquidé dans le but d'acquérir des étendues plus vastes dans les zones de défrichement.¹⁷

15. Encore une fois, rien de spécifique au Saguenay ; voir, par exemple : R.L. BUSMAN (1981), R.C. HARRIS (1977), S. COURVILLE (1983), etc.

16. Au passage, précisons que cette dynamique communautaire n'a rien d'angélique, étant très largement dictée par l'écologie du peuplement et faisant place aux inégalités, aux contradictions et aux conflits : pour employer des termes durkhémiens, elle est d'abord dans les choses, non dans les personnes. En outre, elle opère à l'échelle microsociale ; il peut donc s'instituer, à une autre échelle, des rapports d'un type différent, définis en termes de classes sociales et tirant profit de la dynamique communautaire, comme il a été suggéré plus haut. La communauté n'exclut pas la classe ; l'une et l'autre représentent un niveau et un mode spécifique de structuration et d'interaction sociale.

17. Cette reconstitution repose sur des données quantitatives, tirées du fichier-réseau de SOREP (notamment, G. BOUCHARD, 1987) et sur des données qualitatives ; celles-ci consistent en quelques corpus totalisant environ 1 200 histoires de vie dont quelques centaines ont été recueillies entre 1930 et 1945 par des historiens locaux. Nous utilisons le concept de réallocation pour désigner

Ce modèle de reproduction sociale donne lieu à une sorte de pacte familial, unissant parents et enfants. Il est entendu, au moins tacitement, qu'en retour de la pièce de terre que la plupart d'entre eux recevront après leur mariage, les enfants se « doivent » littéralement à leur famille. Ceci veut dire que, jusqu'au moment de leur mariage, ils fournissent la main-d'œuvre nécessaire aux défrichements et ils doivent en outre s'efforcer d'apporter à la famille une part de numéraire dont elle a besoin.

Pour s'acquitter de cette dernière obligation, on voit des fils et des filles quitter le foyer pour aller occuper de petits emplois ailleurs dans la région ou à l'extérieur, à Québec, à Montréal ou aux États-Unis. Un véritable service familial est ainsi instauré, qui prend fin lorsque, parvenu dans la vingtaine, l'enfant reçoit du père la permission de se marier. On n'observe pas cependant, comme chez P.J. GREVEN (1969), d'autoritarisme paternel qui entraînait très souvent un mariage tardif.

Ce système était bien sûr confiné aux campagnes — mais nous parlons ici d'une population qui était encore à 75 % rurale en 1911 — et, au sein de celles-ci, aux familles d'agriculteurs. Il exclut donc les habitants du village comme tel, lesquels représentaient entre 10 et 25 % de la population totale des paroisses, à l'époque. Outre les artisans et les notables, ce noyau villageois comprenait une proportion importante de journaliers rejetés de la propriété foncière ou en instance d'y accéder. Dans cette mesure, il n'était donc pas tout à fait sans rapport avec la dynamique de reproduction familiale qui vient d'être esquissée.

À partir de la décennie 1921-1931, la bonne terre commence à se faire plus rare sur la ligne de défrichement et les stratégies familiales sont progressivement mises en échec. On ne voit pas en quoi la déstructuration qui s'ensuit pourrait être imputée aux industries extrarégionales ; c'est du reste à la suite de cette mutation de la société rurale que l'économie agroforestière commence à décliner. Encore une fois, la perspective interne adoptée ici suggère que le capital ne détruit pas la société paysanne, mais contribue à la consolider dans la mesure où le système familial se nourrit des emplois et des revenus médiocres qu'il crée. Pour le reste, et en adoptant cette fois une perspective externe, il est parfaitement exact d'affirmer que l'économie extrarégionale permettait ainsi la survie d'une société fruste et précaire qui, autrement, n'aurait jamais pu prendre racine sur les rives du Saguenay.

On retrouve ainsi, en rapport cette fois avec la société rurale, le modèle de la désarticulation proposé par Alain TOURAINE (1976) :¹⁸ une dissociation entre

la décision des familles consistant à se départir d'une terre déjà mise en valeur au profit d'étendues plus vastes, non défrichées. Cette décision amène en effet les familles à réallouer l'ensemble de leurs ressources physiques, financières et humaines.

18. Nous avons déjà montré comment on pouvait l'appliquer à l'étude de la société urbaine au Saguenay (G. BOUCHARD, 1977a).

un système de production économique dirigé de l'extérieur et un système de reproduction sociale commandé par des ressorts internes, propres à la collectivité locale. Mais le modèle de Touraine n'explique pas tout, car l'autonomie de ces deux ensembles n'est qu'apparente ; en fait, leur action est réglée par ce que nous avons appelé des rapports de co-intégration.

III. STRATÉGIES ÉCONOMIQUES DU GROUPE FAMILIAL

Le projet familial entraîne une expansion physique de la société rurale et commande des pratiques économiques adaptées à ses fins. De la même façon que la dynamique communautaire est la traduction sociale de l'écologie du peuplement, l'économie mixte, ou ce que nous appellerons ici la pluri-activité,¹⁹ en est son expression ou sa traduction économique. Elle reflète aussi les stratégies et les modalités selon lesquelles cette économie dite marginale s'intègre au marché en fonction de facteurs qui sont davantage internes (le stade de développement de la famille, l'état de santé du père, les gelées qui ont détruit la récolte, etc.) qu'externes (le niveau des prix et des salaires, la nature plus ou moins pénible des emplois accessibles).²⁰

A) *Le problème du numéraire*

La principale difficulté à surmonter, et qui contraint la famille à des activités non agricoles, consiste dans la rareté de l'argent. Jusqu'en 1930 et au-delà, artisans, aubergistes, médecins, journaliers, curés, institutrices sont régulièrement payés, soit partiellement, soit entièrement en effets : minots d'avoine, bottes de foin, têtes de bétail, toiles de lin, matériaux de clôture, quartiers de bœuf, produits de chasse et pêche, etc. Ce mode de paiement ne faisait manifestement pas l'affaire de tout le monde, notamment du clergé rural qui n'appréciait pas toujours les formes inattendues et parfois encombrantes que prenait le revenu du casuel. Vers la fin du 19^e siècle, le curé de Chambord s'en plaignait, s'élevant contre les « mariages de pieux » et les « baptêmes de veaux ». ²¹ En fait, encore une fois, ces pratiques n'étaient pas particulières au Saguenay puisque jusqu'à la veille de la Crise, selon M. MORISSET (1987 : 57), les deux tiers du revenu de la ferme familiale au Québec étaient réalisés en nature. On comprend que ces conditions créaient un terrain propice à l'usure : un prêteur

19. À la suite de R. HUBSCHER (1985) qui désignait par là des économies rurales retranchées, adonnées à diverses activités saisonnières parallèlement à une agriculture mixte.

20. On peut parler ici de stratégies au sens strict : la famille entretient une perception très vive de son identité et de son indépendance, poursuit des objectifs à long terme, doit accumuler, préserver et distribuer des ressources parmi ses membres, etc. Sur ce sujet, voir aussi : L. TILLY (1979).

21. Archives nationales du Québec à Chicoutimi, *Mémoires d'Anciens*, 387 : 3.

pouvait régner sur une paroisse avec quelques milliers, voire quelques centaines de dollars.

L'habitant essayait de contourner le problème monétaire par des pratiques autarciques. Il n'y parvenait toutefois que partiellement du fait que cette économie n'était ni totalement marginale, ni totalement autosuffisante. Certains achats ou paiements devaient donc être réglés en espèce. C'était le cas des taxes, de certains aliments (farine, thé, mélasse, pommes), d'objets domestiques (lampes, ustensiles, vaisselle), de pièces d'équipement agricole (dents de herse, socs de charrue), de têtes de bétail, etc. Il fallait aussi rembourser les dettes contractées pour l'achat de terres. Il était nécessaire en effet de financer la croissance, l'expansion de la société rurale. Loin d'être statique, celle-ci étendait sans cesse son assise, chaque famille d'agriculteur cherchant à fabriquer des doubles d'elle-même, comme il a été dit plus haut.

La famille y parvenait en vendant, sur divers marchés, une ressource dont elle disposait en grande quantité : sa capacité de travail.

B) *Les activités d'appoint*

De multiples façons, les habitants se procuraient par le biais du marché ce qu'ils ne pouvaient produire. Ils y écoulaient d'abord le produit de l'agriculture elle-même et aussi de l'élevage : surplus de récoltes, viande, légumes, jeunes animaux sur pied, tabac, etc. Mais ces ventes étaient irrégulières, comme les saisons. Il fallait recourir à d'autres expédients que les ressources locales aussi bien que les aléas du commerce ménageaient en abondance. Les activités les plus importantes auxquelles se livraient ainsi les familles de cultivateurs étaient les suivantes.

— *Travail hivernal en forêt.* Il s'agissait peut-être de la principale source de revenu. Nous y revenons dans la dernière partie de cet article.

— *Récolte des bleuets.* Entre juillet et septembre, cette activité occupait un très grand nombre de familles. Les bleuets étaient vendus à Roberval et à Chicoutimi pour être exportés à Québec et à Montréal. Une famille pouvait en retirer des revenus annuels allant de 100 à 400 \$, parfois plus — à moins qu'il ne s'agisse d'une année de disette, auquel cas les revenus pouvaient être nuls.

— *Enseignement.* Les nombreuses écoles de rang procuraient du travail à des jeunes filles de la paroisse, en fonction de critères d'emploi plus ou moins rigoureux. Une institutrice rapportait de 100 à 300 \$ à sa famille, annuellement, soit un peu plus que ce que pouvait gagner un fils aux chantiers.

— *Commerce du bois de chauffage.* La majorité des cultivateurs — à moins qu'ils ne soient situés trop loin du village ou de la ville — coupaient du bois de chauffage sur leur terre, pour la vente.

— *Guide en forêt.* Des hommes, célibataires ou pères de famille, s'employaient comme guides ou canotiers auprès de touristes, chasseurs, prospecteurs, arpenteurs.

— *Chasse et pêche.* On commerçait aussi les fourrures et les produits de la pêche, exceptionnellement abondante dans les rivières et dans les lacs.

— *Scieries.* Dans chaque paroisse ou presque, une petite scierie occupait quelques hommes durant la belle saison.

— *Travaux publics.* Particulièrement en période pré-électorale, et si l'on avait voté « du bon bord », on pouvait espérer s'occuper un bout de saison à l'entretien ou à la construction de ponts et de chemins.

— *Travaux de débardage.* En quelques endroits du lac Saint-Jean et de la rivière Saguenay, la navigation commerciale procurait des emplois intermittents dans les paroisses environnantes, durant l'été.

— *Cueillette de gomme de sapin.* Cette activité très populaire occupait surtout les enfants, pendant quelques semaines d'été. La gomme de sapin était vendue de 3 à 5 \$ le gallon à des acheteurs de l'extérieur. Une famille pouvait en retirer quelques dizaines de dollars (on mettait environ deux jours à remplir un gallon).

— *Approvisionnement des Amérindiens.* En prévision de leur saison de chasse qui les conduisait jusqu'à 300 ou 400 milles au nord du lac Saint-Jean, les Amérindiens devaient transporter d'importantes quantités de provisions. Il leur arrivait d'embaucher des Blancs à cette fin.

— *Travaux domestiques.* Les mères de famille contribuaient à l'occasion à accroître le revenu familial en s'employant, contre rémunération, à des travaux de tissage, de couture, de tricot, de ménage, etc.

— *Autres petits emplois et commerces.* À un degré moindre, d'autres tâches suscitaient quelque revenu, telles que le travail des jeunes filles comme servantes au presbytère ou chez quelque notable, la production artisanale et la vente de bardeaux, la vente de volailles sur le marché de Québec, etc.

Enfin, il convient d'insister sur deux sources de revenu qui recoupent en partie celles qui viennent d'être présentées. C'est d'abord le travail itinérant des enfants, surtout des fils, à partir de 18 ou 19 ans. Il était très fréquent que des jeunes gens quittent le Saguenay pour aller occuper des emplois très divers et très provisoires au Québec, au Canada anglais ou aux États-Unis. Tout au long de cette itinéraire, qui durait quelques mois ou quelques années et qui faisait partie de ce que nous avons appelé le service familial, le fils envoyait à sa famille une partie de son salaire. En deuxième lieu, le revenu du fromage était considéré par la plupart des familles comme une source d'appoint parmi d'autres qui trouvait sa place dans les stratégies de la pluri-activité, et non pas comme l'activité motrice par excellence du capitalisme agraire.

Ainsi nourrie de divers recours, tous articulés d'une manière ou d'une autre au marché, l'économie agricole saguenayenne s'apparentait à celles du Bas-Richelieu à la fin du 18^e siècle (A. GREER, 1985), de la Petite-Nation au début du 19^e siècle (R.C. HARRIS, 1971), de l'Est du Québec (O. STANEK, 1987) et de plusieurs régions des provinces maritimes, pour s'en tenir à des références québécoises et canadiennes.²² D'un point de vue externe, encore une fois, ce genre d'économie reposait sur la prolétarianisation. Mais vu de l'intérieur, il mettait en œuvre une allocation de ressources en fonction d'une rationalité sociale qui lui était propre. Ce faisant, il s'apparentait aussi aux économies dites proto-industrielles (R. BRAUN, 1966 ; F.-F. MENDELS, 1972, 1984 ; H. MEDICK, 1981). Mais dans la plupart des cas, celles-ci représentent une forme simplifiée de pluriactivité, réduite à une dualité sinon à une seule activité industrielle qui déstructure la famille paysanne et annonce la transition vers le capitalisme urbain. Ainsi défini, ce dernier modèle ne correspond guère à l'ensemble du contexte saguenayen.

En résumé, l'éloignement donnait prise à une dynamique de reproduction sociale particulière, laquelle s'exprimait dans des pratiques économiques relativement bien adaptées à l'écologie de la colonisation. Quant à l'idée si familière de l'autosuffisance, elle se déployait moins dans les pratiques économiques elles-mêmes que dans le projet social qui en était le principe organisateur.

C) Les problèmes de développement

Toutefois, ce projet social et l'éthique familiale qu'il commande, deviennent une entrave au développement et à la reproduction de la société rurale — d'un point de vue interne aussi bien qu'externe — à partir du moment où l'écologie du peuplement se transforme et disparaît progressivement. En effet, jusqu'au milieu du 20^e siècle, l'agriculture saguenayenne s'ouvre très lentement à la mécanisation et à la rationalisation de ses procédés.²³ Elle reproduit en cela le modèle de plusieurs régions du Québec. À propos de celles-ci, on a cherché dans plusieurs directions les causes du sous-développement agricole, accusant tour à tour des facteurs culturels, les rapports de classe, la structure familiale, l'attitude des élites, l'évolution des marchés, l'industrie forestière, la technologie, la qualité des sols, etc.²⁴ L'expérience saguenayenne suggère de considérer cette question en fonction du stade de mise en valeur des terres. Par exemple, dans les premières étapes de la colonisation, il est clair que l'agriculture saguenayenne ne

22. Voir, parmi d'autres : J.J. MANNION (1977), R.C. HARRIS, J. WARKENTIN (1974).

23. Énoncé qui s'appuie sur une recherche en cours dont les données ne sont pas encore publiées.

24. On en trouve plusieurs exemples dans les textes présentés dans le recueil de N. SÉGUIN (1980).

peut alimenter un marché, les facteurs de production n'étant pas assez développés. Les difficultés de transport découragent aussi les investissements de type capitaliste. On voit alors s'épanouir le système de reproduction familiale à caractère communautaire en vertu duquel les avoirs fonciers se gonflent, puis se divisent à chaque génération. Mais lorsque la mise en valeur du sol est très avancée et que les premières articulations avec le marché extrarégional sont bien établies, qu'est-ce qui fait obstacle à une pénétration rapide du capitalisme? D'autres facteurs entrent ici en jeu.

Ainsi, à partir de la fin du 19^e siècle, la région du Saguenay (aussi bien le Haut-Saguenay que le Lac-Saint-Jean) est reliée par chemin de fer aux villes de Québec et de Montréal. Comme dans la plupart des régions du Québec, l'industrie laitière s'est implantée dans toutes les paroisses et des bourses du fromage sont instituées pour en négocier les transactions sur le marché national et international. Néanmoins, cette industrie demeure toute à fait stagnante jusqu'en 1930-1935, et on ne peut parler d'une réforme en profondeur de l'agriculture avant cette date.²⁵ Puisque des éléments majeurs de cette modernisation sont en place, l'explication doit faire intervenir ici d'autres causes. Notre hypothèse est la suivante: l'industrie laitière n'entraîne pas de changement structurel important parce qu'elle est perçue et gérée par rapport au cadre général de la pluri-activité. L'argent du fromage est administré comme un autre revenu d'appoint, en fonction de la rationalité sociale et culturelle de la co-intégration.²⁶ Le vieux projet familial ralentit l'essor d'un véritable capitalisme agraire par le biais de l'industrie laitière. On peut en voir une autre manifestation dans le fait que l'agriculture saguenayenne réagira assez positivement aux stimulations économiques entraînées par la Première Guerre mondiale. Mais cette réaction sera ponctuelle.

Cherchant les causes du sous-développement de l'industrie laitière au Québec entre 1880 et 1930, N. PERRON (1980), après quelques autres, évoque la répugnance des fermiers à délaisser le cadre économique familial, et leur attachement à la petite fromagerie de rang. Il en résultait des entreprises trop petites, une productivité trop faible et un fromage de qualité médiocre, tout cela empêchant les producteurs de s'affirmer sur un marché à grande échelle. Dans le cadre saguenayen, on retrouve donc ici ce que nous avons décrit en rapport avec la dynamique communautaire et la co-intégration: on pourrait dire que les structures sociales et culturelles, qui ont permis, dans un premier temps, l'implantation et la reproduction de la population agricole, ont par la suite compromis son développement. Celle-ci va devenir peu à peu captive d'un

25. Voir les indices de production et de rendement calculés par R. LAVOIE (1987). Aussi: publications à venir de N. PERRON.

26. On trouve un phénomène assez analogue dans la façon dont le paysan du Bas-Richelieu gère la production et la vente de son blé dans la deuxième moitié du 18^e siècle (A. GREER, 1985).

ensemble de solidarités, de traditions, de fidélités issues de la colonisation primitive. Finalement, comme nous l'avons suggéré ailleurs (G. BOUCHARD, 1983; G. BOUCHARD et R. THIBEAULT, 1985), les véritables mutations surviendront avec le déclin du projet social, lequel sera entraîné par la saturation des terres arables: l'écoumène ne pouvant plus s'étendre, la reproduction familiale est mise en échec. Dans une large mesure, c'est donc l'écologie qui va casser le vieux système social, mais selon un enchaînement complexe qui va impliquer aussi des facteurs économiques et culturels.

En somme, il y a plusieurs chemins qui mènent au marché. Il y a la voie de l'enrichissement et de la croissance, c'est celle de la rationalité capitaliste, selon Adam Smith. Et il y a les autres. Le chemin saguenayen, que nous venons de décrire, serait celui de la misère et de la rareté, associées à une abondance de terres et d'hommes, la première servant à reproduire les seconds. Compte tenu de ses finalités sociales, on peut dire que cette économie utilise rationnellement ses surplus, en l'occurrence sa main-d'œuvre. Pour les raisons évoquées plus haut, ses stratégies d'allocations s'expriment dans la pluriactivité dont le travail hivernal en forêt était la principale composante.

IV. LES RAPPORTS AGRICULTURE-FORÊT

La démarche qui vient d'être esquissée conduit à analyser le travail forestier en référence avec la dynamique de la co-intégration, tout particulièrement avec les finalités domestiques et sociales de l'habitant. Un deuxième facteur pertinent, qu'il faut absolument mettre en place, est représenté par l'industrie urbaine appuyée sur les capitaux étrangers. Les travaux québécois qui ont proposé une analyse des rapports entre l'agriculture et l'économie forestière ne nous semblent pas avoir tenu suffisamment compte de ces deux facteurs. Sur quelques points aussi, certaines interprétations mises de l'avant reposent peut-être sur des données empiriques encore insuffisantes.

Nous nous référons ici plus précisément aux études qui, faisant suite plus ou moins directement aux célèbres monographies de R. BLANCHARD (par exemple: 1935, 1953-1954), ont présenté la coupe forestière comme le principal facteur de sous-développement de l'agriculture au Québec. On pense ici aux importants travaux de notre collègue N. SÉGUIN (notamment: 1977; avec R. HARDY: 1984) et d'autres comme J. WILLIS (1984). Il convient d'abord de rendre crédit au travail pionnier de Normand Séguin qui a substantiellement renouvelé et enrichi les thèses de Blanchard en leur donnant à la fois des fondements théoriques et une composante spatiale indispensable. C'est lui aussi qui a le plus contribué à introduire dans la littérature historiographique le modèle du système agroforestier. Il est important cependant de préciser que les remarques critiques soumises ici s'adressent surtout à une version radicale du modèle qui a été présentée pour la première fois il y a une douzaine d'années (N. SÉGUIN,

1974, 1976, 1977) et qui a depuis été reprise par divers auteurs, parfois sous une forme trop simplifiée. Quant à Séguin lui-même, il a par la suite atténué quelques aspects importants de sa thèse, ce dont il faudrait aussi tenir compte dans une perspective strictement historiographique (N. SÉGUIN, 1980 : 181-197, 1985 ; R. HARDY et N. SÉGUIN, 1984).

A) *Le modèle du système agroforestier*

L'idée centrale du modèle veut que, par les revenus d'appoint qu'elle engendre, la coupe forestière domine l'agriculture au point de guider son expansion physique et d'empêcher son développement. Ainsi, sur le plan spatial, elle commanderait les fluctuations de l'espace agraire et orienterait le peuplement, lequel suivrait les sites d'abattages dans leur déplacement, au fur et à mesure de leur épuisement. Sur le plan économique, le travail en forêt causerait des préjudices directs à l'agriculture en compromettant le calendrier de ses activités, en la rendant trop captive du revenu forestier et en la privant trop longtemps d'une partie importante de sa main-d'œuvre et de son épuisement (essentiellement les chevaux de trait). Sur le plan social, la coupe exercerait une action corrosive sur les structures de la société rurale (S.-L. LAMONTAGNE, 1983). Elle déracinerait aussi l'agriculteur en le faisant glisser vers le statut de journalier. Enfin, elle susciterait une dépendance psychologique chez l'habitant pour qui la vie hivernale en forêt représenterait certains attraits.

S'agissant de la région du Saguenay²⁷ et sur la base de données partielles, nous avons déjà fait valoir, il y a quelques années, un certain nombre de positions divergentes qui peuvent être résumées comme suit (G. BOUCHARD, 1977a : 12-17). L'expansion des zones d'abattage forestier au 19^e siècle a constitué un facteur important de migrations longues, interrégionales, particulièrement dans la région du Saguenay qui était coupée de la vallée du Saint-Laurent par la chaîne des Laurentides. Mais à cause de la très grande mobilité de la main-d'œuvre rurale, il ne semble pas que ce facteur ait exercé une influence décisive sur les migrations intrarégionales et sur l'expansion de l'écoumène agraire, de proche en proche. Quant à l'emprise exercée directement sur l'agriculture elle-même, il est certain qu'elle était prépondérante aux premiers temps de la colonisation, alors que les terres commençaient à peine à être défrichées. Par ailleurs, ces rapports étroits de dépendance acquéraient une sorte de permanence et survivaient, jusqu'à une période récente, dans quelques paroisses marginales établies très loin des voies de communication, sur des sols

27. Il est important de préciser cette référence spatiale. Il est en effet assuré que l'association agriculture-forêt et la nature de l'activité forestière elle-même présentaient des spécificités régionales. En témoignent, entre autres, R. HARDY et N. SÉGUIN (1984), L. PROULX (1985) et N. LAFLEUR (1973).

trop réfractaires. Mais, dans sa plus grande partie, l'espace agraire saguenayen a fini par émerger et s'imposer, avec l'aide du revenu forestier qui était la plupart du temps investi dans la ferme. Au Saguenay, le calendrier de la coupe et celui des travaux de la terre étaient plutôt complémentaires (on « monte » aux chantiers en novembre, on en « descend » en mars). Ce sont surtout des jeunes gens qui passaient l'hiver en forêt ; ils laissaient derrière eux une main-d'œuvre suffisante pour prendre soin de la ferme, par ailleurs peu active en cette saison. D'une façon générale, enfin, les habitants n'aimaient guère les chantiers qu'ils cessaient de fréquenter dès qu'ils le pouvaient. Ils s'y adonnaient néanmoins afin de développer et d'affranchir l'exploitation familiale. À long terme cependant, l'activité forestière demeurait un médiocre démarreur pour l'économie agricole parce que le profit qu'elle suscitait était trop maigre et parce que cette industrie, contrairement à d'autres, ne contribuait pas du moins pour la période considérée à mettre en place une infrastructure de transport, le bois voyageant l'hiver sur les chemins de glace et l'été sur les rivières.

Les données que nous avons continué à recueillir depuis six ans ont permis de confirmer ces énoncés et de les enrichir.²⁸ Nous nous limiterons à quelques indications sommaires, réservant pour un texte ultérieur une analyse plus détaillée. Les informations sur le déplacement des chantiers et la marche du peuplement, bien qu'encore très partielles, permettent de mettre en doute la thèse de la juxtaposition de ces deux cartographies. Ainsi la partie nord et nord-est du Lac-Saint-Jean est la première touchée par les chantiers ; ce sera la dernière défrichée. À l'opposé, la partie sud et sud-ouest s'ouvre largement au peuplement une bonne vingtaine d'années avant que la coupe ne s'y déploie.²⁹ Également, l'émigration du Haut-Saguenay vers le Lac-Saint-Jean commence bien avant que les réserves de pin ne soient épuisées à l'est (C. POUYEZ, R. ROY et G. BOUCHARD, 1981). Encore une fois, les colons n'en étaient pas moins sensibles au marché du travail, mais la coupe était éphémère et instable, ne suscitant pas d'infrastructure qui l'aurait ancrée suffisamment dans l'espace pour en faire un vrai centre de gravité, à l'échelle régionale. Les ruraux avaient par ailleurs l'habitude de ces longs déplacements saisonniers qui conduisaient chaque année une partie d'entre eux loin de leur domicile, et souvent hors du Saguenay (Île d'Anticosti, Ontario, Maine, etc.).

Quant à la marche du peuplement proprement dite, elle suivait le réseau hydrographique. Les colons recherchaient autant que possible la proximité des cours d'eau pour la facilité des déplacements, l'énergie motrice, les prairies naturelles, les produits de la pêche et l'approvisionnement en eau. Ils étaient très

28. Ce sont des données tirées du fichier de la population saguenayenne, des journaux régionaux, de rapports d'enquête, de récits et témoignages de contemporains, et de divers corpus d'histoires de vie dont la constitution a débuté dans les années 1930.

29. Dans le même sens, voir aussi : G. BOUCHARD, 1983.

sensibles aussi, dans le choix de leur emplacement, à l'état de développement des chemins, à la qualité du sol (la plupart avaient quitté les terres de roches des plateaux de Charlevoix), au prix à payer, à la présence de parents déjà établis dans les environs, à la proximité du prêtre et du médecin. Ils appréciaient aussi la qualité du bois sur leur terre, le produit des défrichements devant servir à la construction de leurs maison et dépendances, au chauffage et parfois à la vente. Dans les quelques centaines de mémoires d'Anciens portant sur le 19^e siècle, ces facteurs sont les plus souvent mentionnés. On n'y trouve pas une seule référence à l'emplacement des chantiers. Quant aux moteurs de ce peuplement régional, on doit les trouver principalement dans la croissance démographique et dans le système de la reproduction familiale évoqué plus haut.

On se demande même si la thèse spatiale ne peut pas être en partie inversée. En effet, les chantiers devaient être régulièrement approvisionnés en vivres et en équipements. Les compagnies trouvaient donc un avantage à ce qu'ils soient situés à distance raisonnable des paroisses. Il ne s'agit sans doute pas là d'un facteur déterminant ; il est cependant utile de rappeler de cette façon que les activités d'abattage, tout comme leur main-d'œuvre saisonnière, « migraient » plus facilement que l'écoumène agraire.

Sur un autre plan, il faut écarter définitivement l'idée d'un chevauchement de calendriers entre les activités agricoles et celles des chantiers. La main-d'œuvre agricole saguenayenne fréquentait très peu la « drave » ; elle quittait la ferme en novembre pour y revenir en mars, et parfois en février. Cette main-d'œuvre était composée en très grande partie de célibataires. Les hommes mariés étaient surtout de jeunes époux qui, cherchant quelque argent, s'employaient en forêt pendant quelques saisons afin de mettre en marche le développement de leur terre.³⁰ En fait, le travail aux chantiers s'intégrait dans le cycle de vie individuel et familial et, dans l'ensemble, il impliquait une tranche d'âge allant de 13-14 ans à 25-30 ans.³¹ Compte tenu du type d'agriculture pratiqué à l'époque et de la main-d'œuvre d'appoint demeurant à la ferme, on ne peut conclure que la forêt a nui directement à l'économie agricole. On a même de bonnes raisons de penser le contraire. De multiples témoignages sont en effet unanimes : le revenu forestier était en quasi-totalité réinvesti dans la ferme qui s'appuyait — entre autres — sur les chantiers pour acquérir la capacité de production qui la rendait capable de s'intégrer au marché.³²

30. Il faut faire exception, encore une fois, des paroisses marginales où l'agriculture ne pouvait se développer ; là, il est courant de voir les pères de famille s'absenter pour l'hiver. Il en allait ainsi généralement des familles d'artisans et de journaliers résidant dans les villages.

31. Il est à noter que ce profil de la main-d'œuvre forestière en provenance de la ferme ne paraît pas exclusif au Saguenay. Voir par exemple : O. STANEK (1987), R. HARDY et N. SÉGUIN (1984), C. GAFFIELD (1980) et C.-A. FORTIN (1983).

32. Concernant le niveau des salaires forestiers, l'étude de quelque trois cent notations réparties entre 1850 et 1930 révèle une surprenante disparité. On retrouve du reste le même phénomène chez

Ainsi, sur une base saisonnière ou annuelle, des rapports de complémentarité associaient agriculture et travail forestier au Saguenay, ce qui contribuait à consolider le système social mis en place dans les campagnes. Pour le reste, rien n'indique que la coupe forestière, confinée à la saison morte, ait conduit des agriculteurs à désertir leur terre pour devenir journaliers. Ce genre de glissement surviendra plus tard, surtout dans les paroisses marginales, lorsque le travail en forêt sera devenu un métier pouvant être exercé toute l'année. Avant 1930, on observe plutôt le contraire, à savoir : des journaliers qui, grâce au revenu forestier, parviennent à s'établir sur une terre.

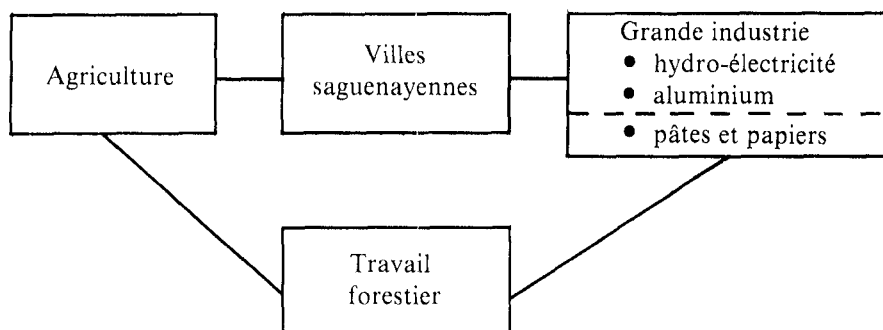
B) *Un modèle à quatre composantes*

En fait, selon nous, c'est indirectement et dans la longue durée que l'industrie forestière a pu freiner le développement de l'agriculture. D'abord, comme l'expérience saguenayenne en fait foi, cette industrie pouvait s'accommoder longtemps des seules voies de transport qu'offraient l'hydrographie et la saison hivernale, ce qui limitait les effets d'entraînement exercés sur l'économie locale. En outre, la concurrence qui opposait industriels et colonisateurs en matière de concessions des terres publiques tournait ordinairement à l'avantage des premiers. Mais d'une manière beaucoup plus importante encore, il faut accuser l'industrie du bois d'avoir été un médiocre stimulant de la croissance urbaine et d'avoir retardé de cette manière l'essor d'un marché régional pour l'agriculture. L'examen de ce facteur invite à délaisser la perspective trop restreinte des rapports agriculture-forêt pour y intégrer la ville et la grande industrie. D'où un modèle à quatre composantes, valable pour la période 1900-1930 environ, pour ce qui concerne le Saguenay.

D'abord, ce modèle vise à rattacher la question des rapports agriculture-forêt à une réflexion d'ensemble sur le développement régional, urbain aussi bien que rural. Il suggère aussi que la source du sous-développement de l'agriculture ne se trouvait pas dans le travail forestier, où elle allait simplement chercher une compensation, mais dans le sous-développement urbain qui la privait d'un marché à proximité. Du point de vue qui nous intéresse, et comme nous y invite précisément la thèse de l'avancement du sous-développement, il convient plutôt d'accuser le capital étranger et l'important complexe industriel qui s'est créé avec les centrales hydro-électriques, les industries d'extraction et de traitement de l'aluminium, et les industries de pâtes et papiers. Ce mode de développement économique, obéissant à des pouvoirs et marchés internationaux,³³

les journaliers employés dans d'autres secteurs de l'économie. Dans l'ensemble, il apparaît que les premiers accusaient un retard sur les seconds.

33. Pour ce qui concerne en particulier l'hydro-électricité et l'industrie de l'aluminium, voir : J. IGARTUA (1985).



a engendré un tissu urbain fragile, à croissance lente, et il a fait obstacle de diverses façons à l'essor d'une bourgeoisie industrielle régionale.³⁴ Il faut rappeler ici, par exemple, qu'en 1931 le Saguenay ne comptait encore qu'une seule ville de plus de 10 000 habitants (Chicoutimi, avec 11 877) (G. BOUCHARD, 1983 : 164-180). Pour ce qui concerne plus précisément les industries des pâtes et papiers, tout en suscitant un réseau de petites villes longtemps stagnantes, elles exerçaient un effet anti-urbain par l'emploi saisonnier qu'elles maintenaient dans les campagnes.

On perçoit peut-être mieux, dans cette perspective, la source de la pluri-activité et du sous-développement de l'agriculture. Celle-ci était marginalisée, indirectement piégée par le complexe industriel, et se voyait contrainte de se reproduire dans un contexte de co-intégration.

Ainsi définie, notre position est assez près de celles présentées par des auteurs comme G. FORTIN (1971 : notamment le chap. 5), C. GAFFIELD (1982), B. CRAIG (1987), N. CASTERAN (1987) ou B. JEAN (1985 : chap. I) qui a lui aussi soulevé des objections importantes concernant le modèle du système agroforestier. Au terme de cette brève réflexion sur le mode de développement et de reproduction de l'économie et de la société rurale saguenayenne, nous proposons de délaisser le cadre trop étroit de la dualité agriculture-forêt au profit d'une perspective étendue à quatre composantes et de rechercher les causes de la co-agrégation et de la pluriactivité dans une combinaison de facteurs où entrent l'écologie du peuplement, le système de reproduction sociale, la dynamique communautaire, la pression démographique et la faiblesse du marché régional.

34. Sur ce sujet, voir les études préliminaires de C. LEGENDRE (1980) et de G. BOUCHARD, Y. OTIS et F. MARKOWSKI (1985). Pour l'Est du Québec, voir : Jean SAINT-ONGE (1982) et J. WILLIS (1984).

*
* *

Les concepts et le modèle proposés dans cet article appelleraient de nombreuses clarifications et commentaires additionnels. Nous en soumettons quelques-uns en terminant.

1. Pour analyser les problèmes de développement de l'agriculture, il est nécessaire de dissocier les deux questions suivantes : sur le plan des structures, les rapports que la société rurale entretient avec l'économie de marché et avec la société globale - et que nous avons qualifiés de co-intégration -, et l'impact que ces rapports exercent sur l'évolution de l'économie agraire.

2. À court et à moyen terme, le travail forestier a contribué au démarrage de l'agriculture (sauf, encore une fois, dans les aires marginales les plus réfractaires). Dans cette mesure, l'industrie forestière a contribué, tout comme les activités de cueillettes et d'autres activités d'appoint, à l'implantation de la population au Saguenay. C'est une toute autre affaire de savoir si, dans la longue durée, cette action était souhaitable, s'il était bon en quelque sorte d'établir une société régionale dans un territoire aussi éloigné de la vallée du Saint-Laurent. On pourrait faire de ce point de vue le procès de l'économie forestière. Mais nous pensons que ce genre de question relève plus de l'économie politique, sinon de la spéculation « contre-factuelle », que de l'histoire sociale proprement dite.

3. On est tenté de se représenter la société rurale saguenayenne comme stagnante ou stationnaire, préoccupée uniquement de préserver son équilibre écologique, à l'image des paysanneries immobiles de CHAYANOV (1966). Nous suggérons au contraire que cette société était très dynamique et qu'elle investissait ses ressources dans un processus de développement très rapide. Mais ce dernier se traduisait par une expansion spatiale, commandée par la reproduction familiale, et obéissait aux objectifs de la dynamique communautaire. À ces fins, et conformément aux théories de Chayanov cette fois, il exploitait d'une manière ponctuelle les occasions de gains offertes par le marché, sans se livrer à la rationalité de la croissance et du profit.

4. L'économie et la société rurale saguenayenne semblent s'écarter d'une autre manière du modèle de Chayanov. En effet, lorsque les besoins de la famille augmentent, on va s'appliquer bien davantage à accroître le revenu familial, grâce aux activités d'appoint, qu'à étendre les surfaces exploitées. Pour la période considérée, il paraîtrait donc hasardeux de rechercher au Saguenay une corrélation entre la taille de la famille et l'étendue des cultures, dans cette perspective particulière.

5. Les rapports de co-intégration, et la pluri-activité qui en est la traduction économique, commencent à régresser durant la décennie 1921-1931 sous l'action de quatre facteurs prépondérants :

— la saturation de l'écoumène met progressivement en échec le système de la reproduction familiale, de même que les solidarités et les valeurs qui lui sont associées ;

— la croissance urbaine et industrielle, surtout avec la Seconde Guerre mondiale, crée un marché régional et engendre une demande de travail pour la main-d'œuvre rurale. Parallèlement, les villes commencent à diffuser dans les campagnes de nouveaux modèles de consommation ;

L'emploi urbain, mieux rémunéré, fait concurrence au travail forestier qui attire de moins en moins les jeunes ruraux. Une agriculture de plus en plus commercialisée détourne également les exploitants des chantiers et des emplois saisonniers. En conséquence, l'industrie forestière se mécanise, déplace ses activités vers l'été, puis les étend sur toute l'année, suscitant une main-d'œuvre forestière spécifique.

En somme, on observe au 20^e siècle dans la région du Saguenay des mutations analogues à celles qui surviennent dans certains points de la vallée du Saint-Laurent dans la première moitié du 19^e siècle — et que S. COURVILLE (1987) appelle le « passage à la modernité ».

6. Présenté en référence avec la société rurale saguenayenne, le modèle de la co-intégration ne lui est toutefois pas exclusif. Nous pensons au contraire, qu'au-delà des spécificités locales, il caractérise un type de structure et de reproduction sociale qu'on retrouve aussi bien à la ville qu'à la campagne, dans les sociétés passées ou actuelles. Essentiellement, il met en évidence les ruptures qui se perpétuent au sein de ce qu'il est convenu d'appeler la « société globale » et pose le problème de son mode d'intégration. Il est toutefois possible que les populations en expansion, comme le furent les populations nord-américaines du 17^e au 20^e siècle, aient été plus sujettes que d'autres à ce genre de fractionnement.

7. Le modèle de la co-intégration, tel que présenté, invite à considérer sous un angle nouveau les rapports qui s'établissent entre des économies caractérisées par des modes et des stades différents de développement socio-économique. Tout en faisant place à des inégalités, ces rapports peuvent être régis par une dynamique réciproque de structuration et de croissance plutôt que de désintégration et de sous-développement continu. On doit en effet se garder d'évaluer cette dynamique uniquement d'après les critères de la société métropolitaine.

Gérard BOUCHARD

SOREP,

Université du Québec à Chicoutimi/Laval/McGill.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, Samir, 1973 : *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit, 365p.
- AYMARD, Maurice, 1983 : « Autoconsommation et marchés : Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ? », *Annales E.S.C.*, 38, 6 (novembre-décembre) : 1392-1409.
- BAUER, P.T., 1956 : « Lewis theory of economic growth », *American Economic Review*, XLVI, 4 : 632-641.
- BLANCHARD, Raoul, 1935 : *L'est du Canada français, province de Québec*, Montréal, Beauchemin, 2 vols.
- BLANCHARD, Raoul, 1953-1954 : *L'ouest du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 2 vols.
- BOUCHARD, Gérard, 1977a : « Introduction à l'étude de la société saguenayenne aux XIX^e et XX^e siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 1 (juin) : 3-27.
- BOUCHARD, Gérard, 1977b : « Family structures and geographic mobility at Laterrière, 1851-1935 », *The Journal of Family History*, 11, 4 (hiver) : 350-369.
- BOUCHARD, Gérard, 1983a : « Les systèmes de transmission des avoirs familiaux et le cycle de la société rurale au Québec, du XVII^e au XX^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, XVI, 31 (mai) : 35-60.
- BOUCHARD, Gérard, 1983b : « Le peuplement blanc », dans C. POUYFZ et al., *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVI^e-XX^e siècles*, Québec, Presses de l'Université du Québec : 125-180.
- BOUCHARD, Gérard, 1985 : « Sur l'historiographie des campagnes et des régions du Québec aux XIX^e et XX^e siècles : nouvelles propositions », *Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités. Mélanges Robert Mandrou*, Paris, Presses universitaires de France : 561-571.
- BOUCHARD, Gérard, 1986 : « La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux 19^e et 20^e siècles. Construction d'un modèle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 1 (été) : 51-71.
- BOUCHARD, Gérard, 1987 : « Sur la reproduction familiale en milieu rural : systèmes ouverts et systèmes clos », *Recherches sociographiques*, XXVIII, 2-3 : 229-251.
- BOUCHARD, Gérard et Jeannette LAROCHE, 1987 : « Paramètres sociaux de la reproduction familiale au Saguenay (1842-1911) », *Sociologie et sociétés*, XIX, 1 (avril) : 133-144.
- BOUCHARD, Gérard, Yves OTIS et France MARKOWSKI, 1985 : « Les notables du Saguenay au 20^e siècle à travers deux corpus biographiques », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39, 1 (été) : 3-23.
- BOUCHARD, Gérard et Isabelle de POURBAIX, 1987 : « Dynamique familiale et transmission foncière au Saguenay (1842-1911) », dans : F. LEBRUN et N. SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Actes du colloque franco-québécois tenu à Québec en 1985, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières/Presses universitaires de France : 15-23.
- BOUCHARD, Gérard et Régis THIBEAULT, 1985 : « L'économie agraire et la reproduction sociale dans les campagnes saguenayennes (1852-1971) », *Histoire sociale*, XVIII, 36 (novembre) : 237-257.
- BRAUN, Rudolf, 1966 : « The Impact of cottage industry on an agricultural population », dans : D.S. LANDES, *The Rise of Capitalism*, New York, Macmillan : 141-167.
- BUSHMAN, Richard L., 1981 : « Family security in the transition from farm to city, 1750-1850 », *Journal of Family History*, 6, 3 (automne) : 238-256.

- CASTERAN, Nicole, 1987 : « Les stratégies agricoles du paysan canadien-français de l'Est ontarien (1870) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41, 1 (été) : 23-51.
- CHALINE, Jean-Pierre, 1987 : « La "Fabrique" rouennaise : un type de rapports ville-campagne au XIX^e siècle », dans : F. LEBRUN et N. SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'ouest, XVII^e-XX^e siècles*. Actes du colloque franco-québécois tenu à Québec en 1985, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières/Presses universitaires de France : 195-203.
- CHAYANOV, A.V., 1966 : *The Theory of Peasant Economy*, Homewood (Illinois), D. Thorner, B. Kerblay et R.E.F. Smith, LXXV, 317p.
- CLARK Christopher, 1979 : « Household economy, market exchange and the rise of capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860 », *Journal of Social History*, 13 (hiver) : 169-189.
- COURVILLE, Serge, 1983 : « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France : une vision géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, 3 (décembre) : 417-430.
- COURVILLE, Serge, 1986 : « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX^e siècle : survie ou survivance? », *Recherches sociographiques*, XXVII, 2 : 177-193.
- COURVILLE, Serge, 1987 : « Un folklore à revoir? Quand l'histoire de l'économie éclaire celle de la culture : l'exemple du Québec dans la première moitié du XIX^e siècle », texte dactylographié d'un séminaire présenté au centre CÉLAT, Université Laval (janvier).
- CRAIG, Béatrice, 1987 : *The Impact of Lumbering on an Existing Agricultural Community*, texte non publié, 48p.
- CROSS, Gary et Peter R. SHERGOLD, 1986 : « The Family economy and the market : Wages and residence of Pennsylvania women in the 1890's », *Journal of Family History*, 11, 3 : 245-265.
- DALLAS, Gregor, 1982 : *The Imperfect Peasant Economy : The Loire Country, 1800-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, xiv et 352p.
- DECHÈNE, Louise, 1974 : *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Paris, Plon, 581p. (« Civilisation et mentalités ».)
- DESSUREAULT, Christian, 1987 : « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 3 (hiver) : 373-408.
- DUBUC, Alfred, 1973 : « Les inégalités économiques », *Le Devoir*, 2-3 mars.
- FORTIN, Claire-Andrée, 1983 : *Les travailleurs forestiers en Mauricie au XIX^e siècle*, mémoire de maîtrise en études régionales, présenté à l'Université du Québec à Trois-Rivières, 117p.
- FORTIN, Gérald, 1971 : *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise H.M.H., 398p.
- FRANK, André Gunder, 1969 : *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro, 399p.
- GAFFIELD, Chad, 1980 : *Seasonal Labour and Family Formation in Mid-Nineteenth Century Canada West*, communication présentée à l'Université McGill, Montréal, dans le cadre du colloque sur : « Class and Culture : Dimensions of Canada's Labour Past », les 7 et 8 mars.
- GAFFIELD, Chad, 1982 : « Boom and bust : The demography and economy of the lower Ottawa Valley in the nineteenth century », *Historical Papers/Communications historiques*, 172-194.
- GREER, Allan, 1985 : *Peasant, Lord, and Merchant : Rural Society in Three Québec Parishes 1740-1840*, Toronto/Buffalo/London, University of Toronto Press, 304p.
- GREVEN, Philip J., 1969 : *Four Generations. Population, Land and Family in Colonial Andover, Massachusetts*, Ithaca, Cornell University Press, 329p.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN, 1984 : *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express, 222p.

- HARRIS, R. Cole, 1971 : « Of poverty and helplessness in Petite-Nation », *The Canadian Historical Review*, LII, 1 (mars) : 23-50.
- HARRIS, R. Cole, 1977 : « The simplification of Europe overseas », *Annals of the Association of American Geographers*, 67, 4 (décembre) : 469-483.
- HARRIS, R. Cole et John WARKENTIN, 1974 : *Canada before Confederation: A Study in Historical Geography*, New York, Oxford University Press, xiv et 338p.
- HENRIETTA, James A., 1978 : « Families and farms: Mentalite in pre-industrial America », *William and Mary Quarterly*, 35, 1 (janvier) : 3-32.
- HUBSCHER, Ronald, 1985 : « La petite exploitation en France: reproduction et compétitivité (fin XIX^e siècle-début XX^e siècle) », *Annales*, 40, 1 (janvier-février) : 1-34.
- IGARUA, José E., 1985 : « "Corporate" strategy and locational decision-making: The duke-price alcoa merger, 1925 », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 20, 3 (automne) : 82-101.
- JAN, Bruno, 1985 : *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 431p.
- KELIN, Juan Luis, 1985 : « Régions dépendantes au Québec. Les cas de l'Est du Québec et du Saguenay/Lac-Saint-Jean », (à paraître dans les *Cahiers Nantais*, Institut de géographie et d'aménagement régional de l'Université de Nantes).
- KULA, Witold, 1970 : *Théorie économique du système féodal. Pour un modèle de l'économie polonaise, 16^e-18^e siècles*, Paris, Mouton/École des hautes études, 173p.
- LAFFEUR, Normand, 1973 : *La vie traditionnelle des coureurs de bois au XIX^e siècle et XX^e siècle*, Montréal, Leméac, 300p.
- LAMONTAGNE, Sophie-Laurence, 1983 : *L'hiver dans la culture québécoise (XVII^e-XX^e siècles)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 194p.
- LATHIMER, J.E., 1946 : « Shifting markets for farm products », Montréal, Macdonald College, *Bulletin*, 18 : 3-22.
- LAVOIE, Robert, (1987) : *Étude de l'industrie fromagère au Saguenay au début du 20^e siècle*, texte dactylographié, 131p. + annexes.
- LEGENDRE, Camille, 1980 : « Le développement et les organisations: le destin des entrepreneurs forestiers », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 17, 3 (août) : 246-262.
- LEHNING, James R., 1980 : *The Peasants of Marthes. Economic Development and Family Organization in Nineteenth Century France*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 214p.
- LEWIS, W.A., 1954 : « Economic development with unlimited supplies of labour », *Manchester School of Economic and Social Studies*, XXII (mai) : 139-191.
- LEWIS, W.A., 1969 : *Theory of Economic Growth*, Oxford, Clarendon Press, 310p.
- MANNION, John J., W.G. HANDCOCK *et al.*, 1977 : *The Peopling of Newfoundland. Essays in Historical Geography*, dans : John J. MANNION (éd.), Terre-Neuve, Memorial University of Newfoundland, 289p.
- MCINNIS, R.M., 1982 : « A Reconsideration of the state of agriculture in Lower Canada in the first half of the nineteenth century », dans : Donald H. AKENSON (éd.), *Canadian Papers in Rural History*, vol. III, Gananoque (Ontario), Langdale Press : 9-49.
- MEDICK, Hans, 1981 : « The proto-industrial family economy », dans : P. KRIEDTE, H. MEDICK *et J. SCHLUMBOHM*, *Industrialization before Industrialization. Rural Industry in the Genesis of Capitalism*, Paris, Cambridge University Press/Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme : 38-73.

- MENDELS, F.-F., 1972 : « Proto-industrialization : The first phase of the industrialization process », *The Journal of Economic history*, XXII, 1 : 241-261.
- MENDELS, F.-F., 1984 : « Des industries rurales à la proto-industrialisation : historique d'un changement de perspectives », *Annales, économies, sociétés, civilisations*, 39, 5 : 977-1008.
- MERRILL, Michael, 1977 : « Cash is good to eat : Self-sufficiency and exchange in the rural economy of the United States », *Radical History Review* (hiver) : 42-71.
- MORISSET, Michel, 1987 : *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 203p.
- PERRON, Normand, 1980 : « Genèse des activités laitières, 1850-1960 », dans : Normand SÉGUIN, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express : 113-140.
- POUYEZ, Christian, Yolande LAVOIE, Gérard BOUCHARD, Raymond ROY et al., 1983 : *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVI^e-XX^e siècles*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 386p.
- POUYEZ, Christian, Raymond ROY et Gérard BOUCHARD, 1981 : « La mobilité géographique en milieu rural. Le Saguenay, 1852-1861 », *Histoire sociale/Social History*, XIV, 27 (mai) : 123-155.
- PROULX, Louise, 1985 : *Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 105p. (« Cahiers du GRIDEQ », 16.)
- SAINT-ONGE, Jean, 1982 : *Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec, 1950-1980*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 167p. (« Cahiers du GRIDEQ », 10.)
- SÉGUIN, Normand, 1974 : « Hébertville au Lac-Saint-Jean, 1850-1900 : un exemple québécois de colonisation au XIX^e siècle », *Historical Papers/Communications historiques* : 251-268.
- SÉGUIN, Normand, 1976 : « L'économie agro-forestière : genèse du développement au Saguenay au XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29, 4 (mars) : 559-565.
- SÉGUIN, Normand, 1977 : *La conquête du sol au 19^e siècle*, Québec, Boréal Express, 295p.
- SÉGUIN, Normand (dir.), 1980 : *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 220p.
- SÉGUIN, Normand, 1985 : « Commentaire », *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2 : 175-176.
- SÉGUIN, Normand et Françoise-Eugénie PETIT, 1986 : « La marginalité rurale au Québec et en France, XIX^e et XX^e siècles », dans : J. GOY et J.-P. WALLOT (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural. Structure, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, École des hautes études en sciences sociales/ Montréal, Presses de l'Université de Montréal : 259-264 (« Les hommes et la terre », 19).
- SMITH, Judith E., 1985 : *Family Connections : A History of Italian and Jewish Immigrant Lives in Providence, Rhode Island, 1900-1940*, Albany, State University of New York Press, xii et 228p. (« State University of New York Series in American Social History ».)
- STANEK, Oleg, 1987 : « Dynamique de la structuration de l'espace agricole : l'exemple de l'Est du Québec des années "trente" », à paraître dans *Histoire sociale/Social History*.
- TEPICHT, Jerzy, 1973 : *Marxisme et agriculture : le paysan polonais*, Paris, Armand Colin, 251p.
- TILLY, Louise A., 1979 : « The family wage economy of a french textile city : Roubaix, 1872-1906 », *Journal of Family History*, 4, 4 (hiver) : 381-394.
- TOURAIN, Alain, 1976 : *Les sociétés dépendantes*, Paris, Gembloux, 266p.
- WAGNER, Richard A., 1982 : « Fertility change in Orasac : a preliminary overview », dans : Joel M. HALPERN (éd.), *Microstudies in Yugoslav (Serbian) social structure and demography* (mai) : 33-53.

- WILLIS, John, 1984 : « Urbanization, colonization and underdevelopment in the Bas-Saint-Laurent : Fraserville and the Témiscouata in the late nineteenth century », *Cahiers de géographie du Québec*, 28, 73-74 : 125-161.